

L'Espagne tente d'utiliser ce qui s'est passé dans le préside occupé de Sebta comme "le salut pour sortir du débat réel" sur la crise maroco-espagnole relative à l'accueil par Madrid du dénommé Brahim Ghali, poursuivi pourtant pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité, viol et violations des droits de l'homme, a indiqué le Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, M. Nasser Bourita, le jeudi, 20 mai, 2021.

"Le registre du Maroc dans la lutte contre la migration clandestine est connu", a déclaré à la MAP M. Bourita, soulignant que ce qui s'est passé dans l'enclave occupée de Sebta vient rappeler d'abord le coût que le Royaume assume pour préserver le bon voisinage.

En matière de lutte contre la migration illégale, "le Maroc n'a pas besoin d'être noté par l'Espagne et ses médias", a-t-il indiqué, rappelant, dans ce cadre, que le Maroc a avorté 13.000 tentatives d'immigration irrégulière depuis 2017, démantelé 4.163 réseaux de trafics et enregistré 48 tentatives d'assaut sur Sebta.

"Il y a une réalité, il y a des chiffres qui méritent reconnaissance", a soutenu M. Bourita, soulignant que ce qui s'est passé dans le préside occupé rappelle aussi "le coût financier que le Maroc assume pour ce bon voisinage, que certains ont malmené ces derniers jours".

"L'Europe ne nous donne même pas 20% du coût que le Maroc assume dans la lutte contre la migration clandestine", a-t-il dit, précisant que les événements de ces derniers jours ont montré que 99% de l'effort de lutte est fait par le Maroc contre "rien de l'autre côté", a affirmé M. Bourita, qui a rejeté les accusations de chantage de l'Espagne contre le Maroc "qui mobilise ses forces de sécurité et qui paie de son budget pour préserver son voisinage".

"Le Maroc n'est pas le gendarme, mais il est toujours un acteur responsable" en matière de lutte contre la migration clandestine, a dit le ministre des Affaires étrangères, soulignant que le Royaume est également en droit d'exiger la même responsabilité, le même engagement et la même confiance de ses partenaires.

"Le bon voisinage et le partenariat ne sont pas des slogans. On doit les incarner. Malheureusement ce que le Maroc a reçu depuis le 17 avril n'est pas des preuves de bon voisinage ni de partenariat. Le Maroc d'aujourd'hui n'accepte plus ce genre de double langage", a-t-il dit.

L'Espagne, a indiqué M. Bourita, fait payer à l'Europe le prix de sa maladresse et doit expliquer à l'Europe comment un pays membre de l'UE admet sur le territoire européen des gens avec une fausse identité.

Madrid, a-t-il ajouté, doit également expliquer à ses pairs européens comment elle peut abriter sur le territoire européen quelqu'un qui est poursuivi pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité, viol et violations des droits de l'homme et comment une femme violée, qui demande son droit, doit attendre que les deux ministres des Affaires étrangères, espagnole et algérien, coordonnent.